

LE PRADET (Var)**24 ARR PM PERM 044****ARRÊTÉ PERMANENT****FEUX INTERDITS SUR LES PLAGES**

Nous, **Hervé STASSINOS**, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le nouveau Code Forestier et notamment ses articles L 322-1 et L 322-1-1, L 131-1 à L133-1 et R 131-2 à R 131-11, et R 163-2-1,

VU le Code Pénal et notamment son article R 610-5,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2214-3 et L 2215-1,

VU les décrets du 9 décembre 1925 et du 11 octobre 1951 classant les forêts de toutes les communes du département du Var comme particulièrement exposées aux incendies,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013/05/16 en date du 16 mai 2013,

VU la demande effectuée par Monsieur Le Maire,

Considérant que les bois, forêts, maquis et garrigues du Pradet sont particulièrement exposés aux incendies de forêt, qu'il convient de réglementer l'usage du feu ainsi que d'édicter toutes mesures de sécurité de nature à assurer la prévention des incendies de forêts, à en faciliter la lutte et à en limiter les conséquences,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures de sécurité pour les usagers de la plage du Monaco,

ARRETONS

Article 1 : L'arrêté municipal n° 16-ARR-PM-PERM-063 en date du 9 mai 2016 est abrogé et remplacé par ce dernier.

Article 2 : Il est formellement interdit de porter ou d'allumer toutes sortes de feu sur la Plage dite du Monaco, entre les plages du Pin de Galle et des Bonnettes, y compris la cigarette ou tout autre dérivé.

Article 3 : Les contrevenants s'exposent aux poursuites et peines prévues en l'espèce par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 4 : Les Services Techniques sont chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 : Le présents arrêté sera publié au registre du Maire et un exemplaire sera affiché au poste de la police municipale.

Article 6 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur Le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS - Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr . - Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.